

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/36
24 juillet 2001

(01-3671)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

IMPOSITION PAR LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE SUR LES IMPORTATIONS D'ISOGLUCOSE, DE SIROPS D'ISOGLUCOSE, DE SIROPS DE GLUCOSE ET D'AUTRES SUCRES

Demande de consultations présentée par la Pologne au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes

La Mission permanente de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 juillet 2001.

Le 22 décembre 2000, la République tchèque a notifié au Comité des sauvegardes de l'OMC (G/SG/N/6/CZE/3) que le Ministère de l'industrie et du commerce avait ouvert, au titre de l'Accord sur les sauvegardes, une enquête sur les importations d'isoglucose, de sirops d'isoglucose, de sirops de glucose et les autres sucres. Le 10 janvier 2001, la République tchèque a imposé une mesure de sauvegarde provisoire sous la forme d'une majoration de droits (G/SG/N/7/CZE/2). Enfin, le 18 juillet 2001, les autorités tchèques ont notifié à l'OMC les constatations finales concernant les résultats de l'enquête en matière de sauvegardes, ainsi que la proposition visant à l'adoption d'une mesure de sauvegarde définitive pour les produits susmentionnés (G/SG/N/8/CZE/2).

La Pologne a de sérieux doutes au sujet de la compatibilité de la méthode utilisée au cours de l'enquête avec l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes. Le gouvernement polonais estime qu'il n'a pas été satisfait aux prescriptions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes concernant le dommage causé à la branche de production nationale et le lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage. Si l'on se fonde sur les faits communiqués par les autorités tchèques, il est difficile de prouver que les produits faisant l'objet de l'enquête ont été importés dans des conditions telles qu'ils causeraient un dommage au secteur tchèque du sucre.

La Pologne demande formellement la tenue de consultations au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes afin d'examiner les renseignements communiqués par la République tchèque, d'échanger des vues sur les constatations finales et la mesure proposée et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1 de l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le gouvernement polonais espère recevoir une réponse rapide du gouvernement de la République tchèque afin de pouvoir convenir d'une date et d'un lieu mutuellement satisfaisants pour l'ouverture des consultations.

Le gouvernement polonais se réserve le droit de formuler d'autres allégations sur des points de fait et de droit au cours des consultations.